



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sidéurgie

Question au Gouvernement n° 967

Texte de la question

AVENIR DE L'USINE ARCELOR MITTAL DE GANDRANGE

M. le président. La parole est à Mme Aurélie Filippetti, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Aurélie Filippetti. M. le Premier ministre n'est plus là mais je le dis à mon tour : vous voulez bâillonner nos débats ; notre temps de parole, c'est la voix des Français, vous ne nous ferez pas taire ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Huées sur les bancs du groupe UMP.*) Non, vous ne nous ferez pas taire !

M. Yves Nicolin. C'est lamentable !

Mme Aurélie Filippetti. Il y a tout juste un an, le Président de la République était à Gandrange, dont Michel Liebgott et moi-même sommes élus, et il a parlé aux ouvriers - souvenez-vous : " Gandrange, il n'y a pas mieux comme voyage de nocces... " Souvenez-vous : " Je préfère que l'on mette de l'argent pour qu'une usine reste ouverte plutôt que pour les gens restent chez eux en préretraite ou au chômage ". Aujourd'hui, le chômage explose et atteint un triste record.

M. Jean-Michel Fourgous. C'est vous qui osez dire cela ?

M. Pierre Lang. Qu'a fait la région Lorraine ?

Mme Aurélie Filippetti. De tout cela, Gandrange fut le sinistre annonciateur.

Souvenez-vous enfin : " Je reviendrai pour annoncer moi-même le plan, pour que chacun soit sûr que la situation de Gandrange est vue au plus haut niveau de l'État ". Mais à Gandrange, les salariés n'attendent plus que le Président de la République tienne enfin sa parole. Gandrange a été un test pour votre politique économique, industrielle et sociale. Il restera un symbole : celui des nocces du mensonge et de la trahison ! (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Partout où le Président passe, de Sandouville à Vesoul, en passant par la Moselle, les promesses fleurissent, puis vient le temps de la désillusion.

M. Philippe Briand. Au moins, il est passé !

M. Maxime Gremetz. C'est Attila !

Mme Aurélie Filippetti. Vous avez voulu affirmer votre volontarisme ; vous n'avez fait que décrédibiliser la parole politique.

Drôle d'anniversaire ! Dans les contrats de revitalisation et d'ancrage territorial que l'on nous propose, que reste-t-il des serments de l'an passé ? Une formation pour vingt jeunes, un tiers du budget consacré à un cabinet de conseil, deux projets de centrale électrique volatilisés, l'arrêt du deuxième haut-fourneau de Florange, plusieurs milliers de sous-traitants sur le carreau.

Votre désinvolture fut criminelle, votre imposture est patente. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Alain Gest. C'est honteux !

M. Michel Herbillon. Ce n'est pas possible d'entendre des choses pareilles !

Mme Aurélie Filippetti. Lorsque l'on voit le sort réservé à un préfet pour quelques sifflets, on peut se demander s'il ne serait pas finalement préférable que le président ne revienne pas à Gandrange : l'acier de la colère y est encore trop fumant ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Patrick Roy. Des boulons !

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation*. Madame la députée, je vous

remercie de me donner l'occasion de rétablir quelques vérités sur ce dossier. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Marcel Rogemont. La seule vérité, c'est la hausse du chômage !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Il y a ceux qui parlent, il y a ceux qui gesticulent, il y a ceux qui invectivent et puis il y a ceux qui travaillent et apportent des réponses, comme le fait le Gouvernement. (" Zéro ! " *sur plusieurs bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. Écoutez la réponse, je vous en prie !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Dans quelques jours, je serai en Lorraine pour la signature de deux conventions qui concrétiseront les engagements pris par le groupe Arcelor Mittal devant le Président de la République.

La première est une convention de revitalisation, qui prévoit un investissement de 3 millions d'euros pour la création de 682 emplois dans le bassin de Gandrange.

M. Christian Bataille. C'est ridicule !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Je précise qu'il s'agit du maximum du plafond légal autorisé, conformément à ce que nous avons voulu, avec Arcelor Mittal, pour le bassin de Grandrange.

La deuxième convention, qui tient compte des difficultés spécifiques du bassin de Gandrange, est une convention d'ancrage territorial. Elle comprend une mesure attendue : un investissement de près de 30 millions d'euros d'Arcelor Mittal, qui permettra notamment la rénovation des creusets, seul moyen de pérenniser l'emploi sur le site. Elle prévoit également un autre investissement du groupe dans un centre de formation, qui accueillera à terme 120 apprentis, ce qui est très important pour la formation à l'échelle du bassin de vie. Enfin, elle contribuera à créer un fonds lorrain des matériaux, doté d'une vingtaine de millions d'euros, financé à parité par le groupe Arcelor Mittal et par la collectivité publique. À cet égard, j'observe que le président du conseil régional a sur ce sujet une attitude beaucoup plus constructive que la vôtre, madame la députée. Il a d'ailleurs mis le doigt sur un sujet important sur lequel nous travaillons : le captage de CO2.

M. Christian Bataille. Du pipeau !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. L'étude de faisabilité démontre la pertinence du lieu. Il faudra maintenant qu'Arcelor Mittal retienne ce site plutôt qu'un autre.

Alors, madame la députée, devant la gravité de la situation économique, devant les difficultés éprouvées par les salariés de Gandrange, je crois qu'il y a mieux que vos invectives. (*Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Je ne peux pas vous laisser dire, comme vous l'avez fait ce matin, que si le Président de la République revenait à Gandrange, il serait accueilli non par des grains de riz mais par des boulons.

(*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Ce sont des propos totalement irresponsables !

(*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Aurélie Filippetti](#)

Circonscription : Moselle (8^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 967

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 février 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 février 2009